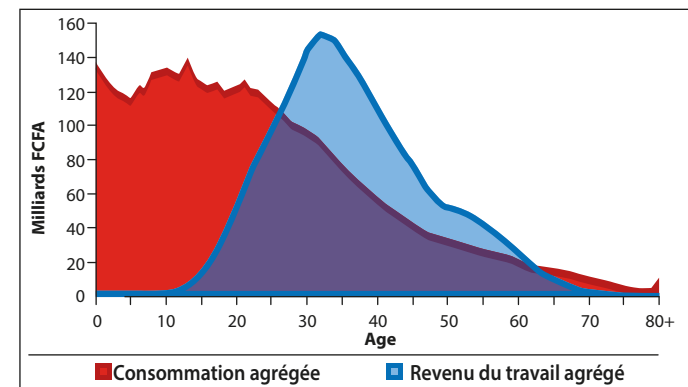


Graphique 9 : Profils agrégés de consommation et de revenu du travail

Source : CREG / CREFAT 2016, Estimations NTA du profil pays à partir des données de 2015.

Graphique 10 : Profil agrégé du déficit du cycle de vie

Source : CREG / CREFAT 2016, Estimations NTA du profil pays à partir des données de 2015

L'analyse du déficit de cycle de vie au Mali fait ressortir les faits suivants :

- **Une dépendance économique à la jeunesse**

De la naissance jusqu'à l'âge de 26 ans, les individus consomment plus qu'ils n'ont de revenu du travail. Ils contribuent pour 62,2% à la consommation totale et ne produisent que 18,6% du revenu du travail. Ils dégagent un déficit du cycle de vie de 2 608 milliards de FCFA et ce déficit devra être comblé par les transferts des groupes d'âge ayant un surplus économique et les éventuels revenus des actifs.

Au plan microéconomique, ce déficit passe de 187 000 FCFA à plus de 300 000 FCFA entre 0 et 13 ans. A partir de cet âge, il baisse progressivement jusqu'à un solde nul vers l'âge de 26 ans.

- **Un surplus économique engrangé entre 27 et 62 ans**

L'analyse des profils de consommation et de revenu du travail montre qu'entre 27 et 62 ans, les personnes génèrent un revenu du travail supérieur à leur consommation, et dégagent ainsi un surplus économique. A l'échelle individu, le surplus économique de ces personnes est estimé à 252.000 FCFA en moyenne par âge. A l'échelle nationale, ce surplus est évalué à 1 229 milliards de FCFA et représente 18% du PIB. Les individus du groupe d'âge 27-62 ans contribuent pour environ 35% à la consommation totale mais génèrent près des 4/5 du revenu du travail. En outre, ces individus restent producteurs nets assez tard dans la vie (62 ans).



- **La dépendance économique réapparaît à partir de 63 ans**

A partir de 63 ans, un déficit à la vieillesse apparaît dans le cycle de vie économique. Les personnes du troisième âge consomment 170 milliards de FCFA alors qu'ils dégagent un revenu du travail de 70 milliards de FCFA soit un déficit de 100 milliards de FCFA. Sur le plan individuel, ce déficit varie d'environ 40 000 FCFA (à 63 ans) à plus de 333 000 FCFA à l'âge de 80 ans ou plus.

- **Un déficit global sur le cycle de vie estimé à 1480 milliards de FCFA, soit 22% du PIB**

L'analyse du LCD agrégé sur toute la population malienne révèle que le surplus économique dégagé par les personnes d'âge actif (27-62 ans) est faible pour compenser le déficit des groupes d'âge dépendants (jeunes et seniors). Le déficit du cycle de vie de la jeunesse et de vieillesse réunies est estimé à 2708 milliards de FCFA et représente 40% du PIB, tandis que le surplus de revenu des adultes actifs s'élève à 1 229 milliards de FCFA. Il est donc clair que ce surplus ne permet pas de combler entièrement le déficit de la jeunesse et de la vieillesse. Il subsiste en effet un gap de 1480 milliards de FCFA qu'il faut satisfaire. Ce gap est le déficit global du cycle de vie au Mali en 2015 et représente 22% du PIB. Il est essentiellement créé par les jeunes de moins 27 ans du fait de leur poids démographique (70% de la population) et de leurs besoins de consommation notamment en santé et en éducation.

- **Une période de génération du surplus économique plus large dans les économies dominées par l'informel**

Le tableau ci-dessous présente la période sur laquelle le surplus économique est généré dans quelques pays benchmark comparés au Mali. Il montre que les pays de l'Afrique de l'ouest ont une période de cumul de surplus plus large que celle observée dans les pays de l'Afrique orientale et australe.

Tableau: Période de génération du surplus économique dans quelques pays africains

Pays	Âge à la fin du surplus	Âge à la fin du surplus	Durée de cumul du surplus
Mozambique (2008)	32	57	26
Kenya (2004)	29	55	27
Afrique du Sud (2005)	30	59	30
Nigeria (2009)	29	60	32
Sénégal (2011)	30	63	34
Mali (2015)	27	62	36

Source : CREFAT (2014) ; République du Mali (2016), United Nations (2013).

En effet, l'estimation du LCD en 2004 au Kenya montre que la population en âge de travailler génère un surplus économique entre 29 et 55 ans, soit sur une durée de 27 ans. Le surplus économique produit par la population d'âge actif en 2008 au Mozambique commence à 32 ans et se termine à 57 ans, ce qui correspond à une durée de 26 ans. En Afrique du Sud, l'accumulation du surplus s'étale sur une période de 30 années en 2005. Ces trois pays présentent une durée de surplus plus réduite qu'au Nigeria (32 ans), au Sénégal (34 ans) et au Mali (36 ans) du fait que leur économie est plus formelle que celle des pays ouest africains dominée par le secteur informel. Dans les économies où prédomine l'informel, le retrait des individus du marché du travail est volontaire et se fait à un âge plus tardif que dans les économies plus formelles.

I Recommandations

L'analyse des profils de consommation et de revenu du travail au Mali fait ressortir un déficit global qui représente 22% du PIB en 2015. Les jeunes de moins de 27 ans sont économiquement dépendants. Etant donnée leur proportion élevée dans la population (70% en 2015) et leurs nombreux besoins notamment en santé et en éducation, ces jeunes consomment l'essentiel du surplus de revenu généré par les travailleurs du groupe d'âge 27-62 ans mais enregistrent encore un déficit. Les personnes âgées de 63 ans et plus, peu nombreuses dans la population (2,7% en 2015), ont une consommation moindre mais ne dégagent toutefois pas de revenus du travail suffisants pour la satisfaire et sont donc économiquement dépendantes comme les jeunes. Outre ces résultats, on constate que la consommation privée représente 4/5 de la consommation totale (privée et publique confondues). Les ménages prennent en charge 67% des dépenses de santé et 32% des dépenses d'éducation des individus. Les recommandations ci-dessous sont formulées dans l'optique d'améliorer la prise en charge de la demande sociale induite essentiellement par la population jeune au Mali :

- Assurer la maîtrise progressive du déficit de cycle de vie et notamment chez les femmes ;

- Evaluer et programmer la réduction des dépenses publiques ;
- Assurer un suivi régulier de l'efficacité des dépenses ;
- Poursuivre les évaluations des politiques publiques et recenser les possibilités d'économies dans tous les sous-secteurs des administrations publiques, et notamment aux niveaux de la sécurité sociale et des collectivités locales ;
- Prendre des mesures pour moraliser les dépenses de fonctionnement des administrations ;
- Accentuer les efforts visant à rendre efficace la revue des dépenses.

I Actions à entreprendre

Dans l'immédiat

- Elaborer les outils nécessaires à l'évaluation des politiques publiques au Mali ;
- Assurer un suivi régulier de la revue des dépenses publiques.

A court terme

- Assurer une correction durable du déficit excessif du cycle de vie par un renforcement de sa stratégie budgétaire, en prenant les mesures nécessaires et en consacrant toutes les recettes imprévues à la réduction du déficit et de la dette ;
- Améliorer la cohérence du cadrage macro-économique, perfectionner le système de gestion des finances publiques et consolider le système financier.

A moyen terme

- Préciser les réductions de dépenses prévues et fournir une évaluation indépendante de l'impact des principales mesures ;

A long terme

- Consolider les acquis afin de rendre pérenne l'efficacité de la revue des dépenses ;
- Faire une évaluation des recommandations faites afin de mesurer leur impact.

Références Bibliographiques

CREFAT (2014), « Dépendance économique et demande sociale au Sénégal : Gap de 35% du PIB pour financer la consommation », Policy Brief N°03

CREFAT (2016), *Manuel de formation sur la méthodologie des Comptes de transfert nationaux*.République du Mali (2016), *Rapport national sur le profil du dividende démographique au Mali en 2015*, Version définitive.United Nations (2013), *National Transfer Accounts manual: Measuring and analysing the generational economy*, Department of Economic and Social Affairs, Population Division.

Equipe de Rédaction

Equipe Nationale

Moussa SIDIBE, Coordinateur National Projet-SWEDD
Mohamed KANAMBAYE, INSTAT
Mme Diall Habsatou N'DIAYE, DNP
Robert DABOU, Chargé de Projets -SWEDD
Ishaga COULIBALY, DNP
Dramane COULIBALY, DNP
Mme Aoua Saran DEMBELE, DGA-ONEF
Madou DIALLO, Expert en S&E Projet-SWEDD
Sadou DOUMBO, Chargé de Programme P&D/UNFPA

Appui Technique CREG/CREFAT

Latif DRAMANI
Edem AKPO
Yéodé AHOKPOSSI
Mame Coura Ndiaye KAMA
Diana Diop DIA
Abdourahmane Bobo NDIAYE

DEPENDANCE ECONOMIQUE SUR LE CYCLE DE VIE AU MALI

A la recherche de 22% du PIB pour financer
le gap de consommation



Pour citer: ONDD Mali et CREG, 2017, Dépendance économique sur le cycle de vie au Mali

DEPENDANCE ECONOMIQUE SUR LE CYCLE DE VIE AU MALI

A la recherche de 22% du PIB pour financer le gap de consommation

Les comptes de transferts nationaux (NTA) produisent une mesure, tant individuelle (données attribuées à chaque individu du pays) qu'agrégée (données de l'ensemble du pays), de l'acquisition et de la répartition des ressources économiques aux différents âges. Les références les plus récentes sont incluses dans l'ouvrage *National Transfer Accounts Manual, Measuring and Analysing the generational Economy*, publié par l'Organisation des Nations Unies en 2013. Ces comptes sont destinés à comprendre la façon dont les flux économiques circulent entre les différents groupes d'âge d'une population pour un pays et pour une année donnée. Ils indiquent notamment à chaque âge les différentes sources de revenus et les différents usages de ces revenus en termes de consommation, que celle-ci soit privée ou publique, d'épargne et de transferts. Ils permettent ainsi d'étudier les conséquences liées aux modifications de la structure par âge de la population.

Son principe général s'articule autour de la notion de cycle de vie économique, qui met en lumière la non concordance entre les besoins matériels à un âge donné et les capacités matérielles dont disposent les individus pour satisfaire ces besoins à l'âge considéré. Ainsi, les individus les plus jeunes et les plus âgés vont être dans une situation de déficit dans la mesure où leurs revenus du travail, sont largement inférieurs à leurs dépenses de consommation. A l'inverse, les adultes en âge de travailler dégagent un surplus économique puisque les ressources qu'ils obtiennent en participant au marché du travail excèdent leurs consommations à ces âges.

Au niveau agrégé, le cycle de vie économique reflète également la structure par âge de la population. Dans les populations jeunes, le cycle de vie économique global est dominé par un grand déficit du cycle de vie dû en grande partie aux besoins en ressources économiques de l'enfance et de la jeunesse.

Profils de consommation publique et privée

Encadré 1 : Le concept de consommation dans les NTA

Selon l'approche des NTA, la consommation comprend la consommation privée et la consommation publique. Ces deux types de consommation se décomposent chacun en consommation d'éducation, de santé et autres consommations (logement, électricité, eau, alimentation, transport, etc.).

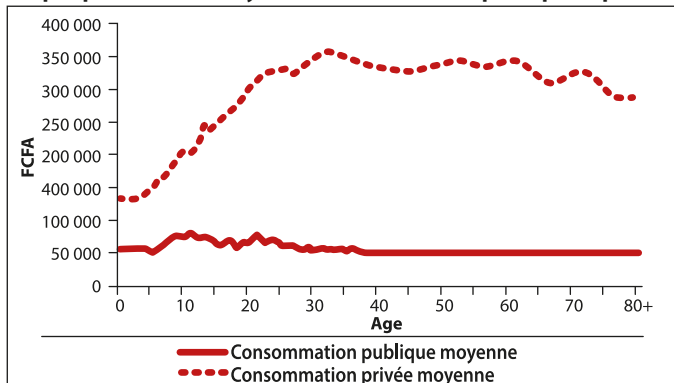
Au niveau individuel, les variations des dépenses de consommation sont fortement influencées par l'âge. La moyenne des dépenses de consommation au niveau de chaque tranche d'âge dépend de facteurs culturels, historiques, biologiques, physiques, financiers et politiques. Au niveau agrégé, la moyenne et la typologie des dépenses de consommation reflètent la structure par âge de la population.

Source : Adapté de CREFAT (2016), Manuel de formation sur la méthodologie des NTA.

Le profil moyen de consommation représente les dépenses affectées à chaque individu d'un âge donné. Ce profil est subdivisé en consommation publique moyenne et en consommation privée moyenne. Les dépenses de consommation moyenne publique restent nettement inférieures aux dépenses de consommation privée moyenne par âge et ce, sur tout le cycle de vie. Le profil moyen de consommation publique est estimé à 55 000 à la naissance, puis augmente avec l'âge de l'individu. Il atteint son niveau plus élevé (79 000 FCFA) à l'âge de 11 ans. A partir de 37 ans, les dépenses publiques restent autour de 51 000 FCFA.

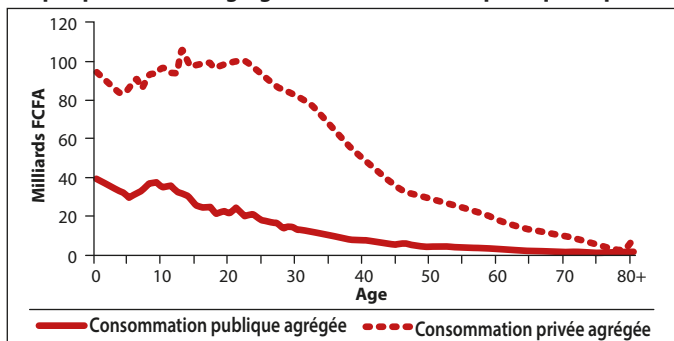
Quant au profil moyen de consommation privée, il est évalué à 133 000 FCFA et atteint son maximum de 355 000 FCFA autour de l'âge de 32 ans. Au-delà de cet âge, la consommation est maintenue à niveau relativement constant d'environ 330 000 FCFA, Mais elle baisse légèrement à partir de 60 ans. D'une façon générale, les dépenses des ménages sont significativement plus élevées que les dépenses publiques. En effet, sur le cycle de vie, la consommation privée d'un individu est estimée à 296 000 FCFA, ce qui représente 5 fois sa consommation publique (56 000 FCFA).

Graphique 1 : Profils moyens de consommation publique et privée



Source : CREG / CREFAT 2016, Estimations NTA du profil pays à partir des données de 2015

Graphique 2 : Profils agrégés de consommation publique et privée



Source : CREG / CREFAT 2016, Estimations NTA du profil pays à partir des données de 2015.

A l'échelle nationale, le profil agrégé de consommation privée est nettement supérieur à celui de la consommation publique. La courbe de la consommation privée se situe constamment au-dessus de celle de la consommation publique (graphique 2). On constate que la

courbe de consommation privée présente une tendance décroissante à partir de 22 ans, tandis que celle de la consommation privée entame sa baisse 12 ans plus tôt (i.e. à l'âge de 10 ans).

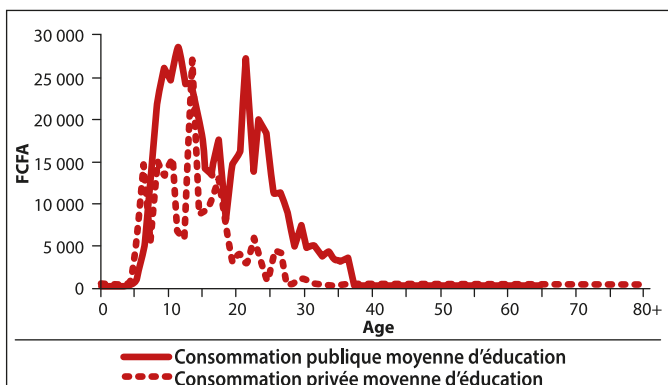
Le cumul de la consommation privée de tous les âges s'élève à 4295 milliards de FCFA, représentant 4 fois celui de la consommation publique et 64% du PIB.

• Profil de consommation publique et privée d'éducation

Selon l'article 2 de la loi 99-046 du 28 décembre 1999 portant loi d'orientation sur l'éducation au Mali, l'éducation est une priorité nationale. Le service public de l'éducation est conçu et organisé en fonction des apprenants et en tenant compte des objectifs de développement et des valeurs socioculturelles du Mali.

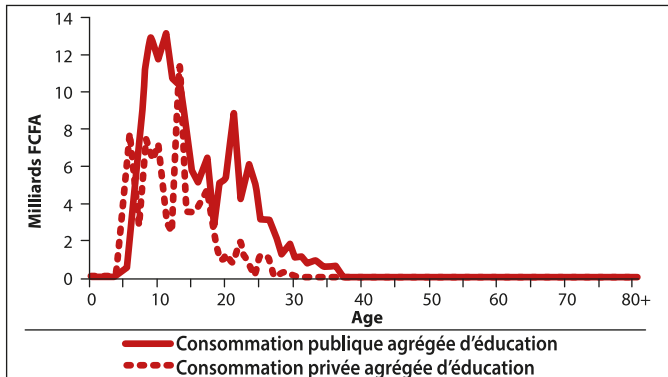
L'analyse du graphique 3 ci-après montre une supériorité des dépenses moyennes de consommation publique d'éducation celles de la consommation privée, sauf au cycle préscolaire. Dans les tranches d'âge 4-6 ans (cycle préscolaire), les parents d'élèves dépensent plus que l'Etat dans l'éducation de leurs enfants. Cependant dans les autres ordres d'enseignement, les dépenses d'éducation de l'Etat dépassent celles effectuées par les ménages. Du primaire au cycle supérieur, la plus grande partie des dépenses d'éducation sont effectuées par l'Etat. L'intervention de l'Etat est encore plus prépondérante lorsqu'il s'agit de l'enseignement supérieur car ce dernier est en grande partie soutenu par les ressources publiques (bourses d'études, infrastructures...). L'Etat dépense 13.000 FCFA en moyenne par âge pour l'éducation, tous niveaux d'enseignement confondus, tandis que les dépenses d'éducation effectuées par les ménages sont évaluées à 7.500 FCFA en moyenne par âge.

Graphique 3 : Profils moyens de consommation publique et privée d'éducation



Source : CREG / CREFAT 2016, Estimations NTA du profil pays à partir des données de 2015.

Graphique 4 : Profils agrégés de consommation publique et privée d'éducation



Source : CREG / CREFAT 2016, Estimations NTA du profil pays à partir des données de 2015.

La tendance observée au niveau de la consommation moyenne d'éducation reste quasiment identique à celle que montre le graphique de la consommation agrégée d'éducation (graphique 4). En effet, le profil agrégé de consommation publique est plus élevé que celui de la consommation privée tout au long du cycle de vie, à l'exception de 4-6 ans. Le niveau le plus élevé de dépenses publiques d'éducation est observé à 11 ans avec une consommation de 13 milliards de FCFA, alors que les ressources des ménages sont plus consommées par les individus de 13 ans (pour un montant de 11 milliards de FCFA).

La consommation publique agrégée, tous niveaux d'éducation confondus, est estimée à 163 milliards de FCFA, et représente plus de 2 fois la consommation privée et 15% de la consommation publique totale.

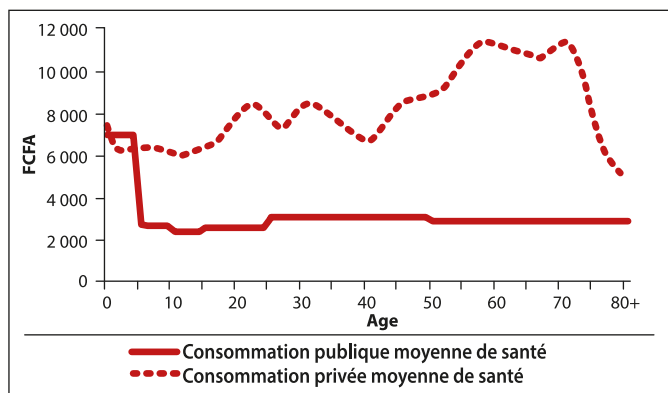
• Profils moyens de consommation publique et privé de santé

L'analyse des profils de consommation de santé montre que les ménages mettent plus de ressources que l'Etat dans la santé des individus. Sur le cycle de vie, les dépenses de santé des ménages s'élèvent à 8300 FCFA en moyenne par âge. Ce niveau de dépenses représente 2,7 fois les dépenses publiques moyennes de santé qui sont estimées à 3000 FCFA par âge.

Le graphique ci-dessous indique que la consommation moyenne privée d'un individu à sa naissance est quasiment égale sa consommation moyenne privée et tourne autour de 7000 FCFA. Ce niveau de consommation publique et privée reste presque constant jusqu'à ce que l'individu atteigne 4 ans. Mais au-delà de cet âge, la consommation publique baisse fortement à 2500 FCFA, alors que la consommation privée augmente continuellement jusqu'à 70 ans pour un montant de 11400 FCFA, avant de fléchir par la suite.

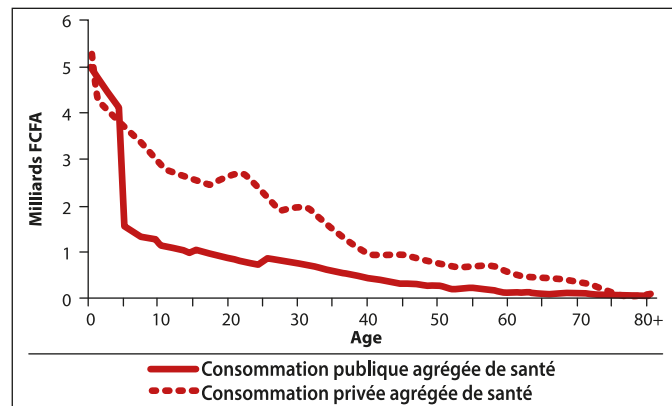
Les programmes élargis de vaccination et les autres programmes de santé néo-natale et infantile justifient le niveau élevé de la consommation publique des enfants de moins 5 ans comparé aux autres âges. Sur le reste du cycle de vie (5-90 ans), la consommation moyenne publique de santé demeure quasiment constante (près de 2500 FCFA). On observe une très légère hausse entre 15 et 49 ans où la consommation publique tourne autour de 3000 FCFA. Cette augmentation est principalement liée aux programmes de la santé de la reproduction qui concernent les femmes en âge de procréer (prise en charge de la grossesse, gratuite de la césarienne, immunisation, accouchements assistés, etc.). Cela témoigne des efforts faits par l'Etat pour la santé maternelle même si le niveau des dépenses demeure encore faible.

Graphique 5 : Profils moyens de consommation publique et privée de santé



Source : CREG / CREFAT 2016, Estimations NTA du profil pays à partir des données de 2015.

Graphique 6 : Profils agrégés de consommation publique et privée de santé



Source : CREG / CREFAT 2016, Estimations NTA du profil pays à partir des données de 2015.

Les données du profil agrégé mettent en exergue le poids ressenti par les ménages et le pouvoir public concernant la prise en charge de la santé des enfants au Mali. Les dépenses de santé avoisinent 49,3 milliards de FCFA pour les enfants de 0-5 ans avec une presque parité entre sources de financement (24,1 milliards et 25 milliards de FCFA respectivement pour le secteur public et les ménages). De plus, la part de la consommation agrégée des enfants de 0-5 ans représente 26% des ressources totales (publiques et privées) allouées à la santé.

Cernant les personnes âgées de 60 ans et plus, les dépenses publiques de santé sont d'environ 1,76 milliards de FCFA alors que les individus en dépensent près de 3,5 fois plus (6,20 milliards de FCFA). La consommation de santé de ces seniors représente seulement 4% de la consommation totale de santé, publique et privée confondues.

Au total, les dépenses de santé des individus pèsent beaucoup plus sur les ménages que sur l'Etat. En effet, en 2015, la consommation agrégée de santé (privée + publique) est estimée à 186 milliards de FCFA dont 125 milliards de FCFA proviennent des ménages. La consommation privée de santé représente ainsi 67% de la consommation totale de santé.

Situation en termes de déficit du cycle de vie et analyse par âge

Au Mali, la couche de la population comprenant les jeunes (enfants y compris) et les vieux est globalement déficitaire : leur consommation excède leur revenu du travail. Les personnes qui génèrent un surplus économique (i.e. dont le revenu du travail dépasse la consommation) sont celles du groupe d'âge 27-62 ans. Cependant, le surplus que ces personnes d'âge actif dégagent ne permet pas de couvrir le déficit des jeunes et des seniors.



Encadré 2 : Le déficit du cycle de vie

Pour les individus d'un âge a donné, le déficit du cycle de vie, noté LCD , se définit comme étant la différence entre leur consommation $C(a)$ et le revenu de leur travail $YL(a)$:

$$LCD(a) = C(a) - YL(a)$$

Il permet d'analyser les besoins de consommation à satisfaire à chaque âge en respectant le niveau des agrégats de consommation et de revenu du travail des comptes nationaux.

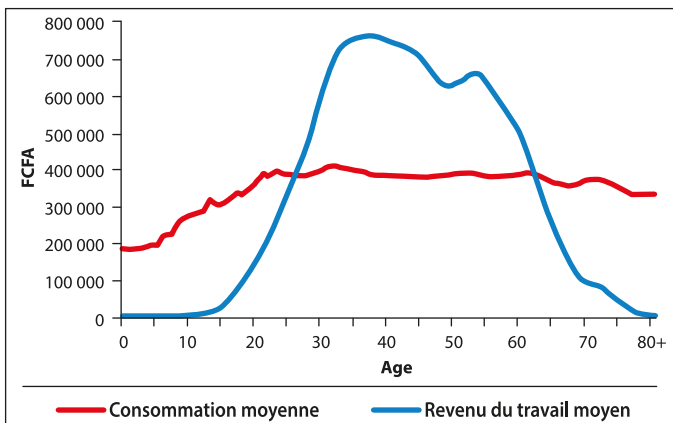
Le LCD de l'âge a mesure la demande totale de réallocations de tous les individus d'âge a. Un $LCD(a)$ positif indique un surplus de consommation (ou un déficit de revenu) nécessitant des réallocations provenant d'autres groupes d'âge avec un surplus de revenu. A l'inverse, un $LCD(a)$ négatif désigne un surplus de revenu, ce dernier pouvant être utilisé pour financer la consommation des groupes d'âge en situation de déficit.

Ainsi, les individus d'un groupe d'âge donné sont dits économiquement dépendants si leur déficit du cycle de vie est positif (i.e. leur consommation est supérieure à leur revenu du travail).

Source : Adapté de CREFAT (2016), Manuel de formation sur la méthodologie des NTA.

Le déficit du cycle de vie peut être appréhendé visuellement par les graphiques qui superposent les profils de consommation et de revenu du travail ensemble (graphiques 7 et 9) ou les graphique présentant la courbe du profil du déficit du cycle de vie découlant de la différence entre la consommation et le revenu du travail (graphiques 8 et 10). Ces graphiques permettent de déceler facilement les âges auxquels la consommation est au-dessus du revenu du travail (le profil du LCD se situant au-dessus de l'axe horizontal) ou inversement (profil du LCD en dessous de l'axe horizontal).

Graphique 7 : Profils moyens de consommation et de revenu du travail



Source : CREG / CREFAT 2016, Estimations NTA du profil pays à partir des données de 2015

Graphique 8 : Profil moyen du déficit du cycle de vie



Source : CREG / CREFAT 2016, Estimations NTA du profil pays à partir des données de 2015.